

« Les Européens vont devoir gérer la question russe par eux-mêmes »

R

éférence française en matière de géopolitique, Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri), vient de publier *Qui contrôle qui ?* (éd. Tallandier). Dans cet ouvrage, l'historien analyse les nouveaux antagonismes qui régissent le monde et donne des clés pour penser l'avenir.

La plupart des dirigeants européens estiment que l'affaire du Groenland a constitué un point de bascule dans les relations avec les États-Unis. Le décliv a-t-il vraiment eu lieu ?

Si c'est le cas, il arrive un peu tard. À mon sens, le vrai déclin remonte à février 2025 avec le traitement réservé à Volodymyr Zelensky par Donald Trump et J.D. Vance dans le Bureau ovale. Entre-temps, les dirigeants européens ont avalé beaucoup de couleuvres, que ce soit en matière commerciale, sur l'Ukraine ou avec cette tentative de prédatation à l'encontre du Groenland.

Faut-il acter une rupture de la relation transatlantique ?

Cette relation est d'une densité inouïe, aussi bien humainement, culturellement, technologiquement, financièrement que commercialement. Elle ne peut se rompre en quelques jours car elle se remodelle sans cesse. En revanche, sur le plan symbolique, nous devons prendre acte d'un schisme transatlantique.

L'objectif des Européens de réduire les dépendances à l'égard des États-Unis est-il atteignable ?

Tout est atteignable à condition d'en avoir les moyens et la volonté. Chaque pays européen entretient des liens spécifiques avec les États-Unis. Mais Washington, par son comportement actuel, les oblige à s'interroger sur leur destin national et sur celui de l'Union européenne, qui est aussi clairement visée par Pékin et Moscou.

Pensez-vous que cette réflexion est suffisamment menée, notamment en France ?

Dans son rapport au monde, et aux États-Unis en particulier, la classe politique française réagit en fonction d'un gaullisme mal digéré. Cela reste la référence indépassable plus d'un demi-siècle après la mort du fondateur de la V^e République en dépit des profondes transformations géopolitiques, environnementales et technologiques. Parallèlement, la stérilité du débat politico-média-tique national contraste avec la gravité des enjeux internationaux. Les élites françaises conservent une prétention à parler du monde à défaut d'agir sur lui. Depuis de Gaulle, elles prônent une indépendance, ou plus prudemment une autonomie, de l'Europe à l'égard de Washington, ce qui explique beaucoup de leur attitude, souvent complaisante, à l'égard de Moscou et de Pékin. Elles peinent à exploiter l'opportunité historique en raison de leur incapacité à la réforme structurelle, qui s'explique aussi par le choix des Français: la retraite comme mode de vie. Nombre de leaders politiques entretiennent l'illusion d'une France capable par son génie politique, et surtout le leur, de dompter la mondialisation en travaillant moins et en cotisant plus. Souhaitons-nous bon courage.

Ne faut-il pas aussi regarder la France et l'Union européenne telles qu'elles sont, c'est-à-dire des puissances moyennes ?

Soulignons d'abord la réussite de l'UE: celle d'avoir offert le cadre de la prospérité et de la sécurité entre Européens depuis plus de sept décennies. Elle voit désormais son environnement stratégique directement contesté par la Russie et remis en question par les États-Unis, qui demandent: pourquoi 450 millions d'Européens prospères comptent-ils sur 380 millions d'Américains pour les protéger contre 140 millions de Russes vieillissants ? Les Européens vont devoir de plus en plus gérer la « question russe » par eux-mêmes. Sans parler des enjeux liés à la Méditerranée.

Compte tenu de l'affranchissement du lien transatlantique, l'Europe n'a-t-elle pas intérêt à se tourner vers la Chine ?

Pour l'instant, elle est surtout prise en étau entre la pression commerciale américaine et la pression industrielle chinoise. On en voit les effets sur les technologies bas-carbone, sur le secteur automobile et, demain, sur le secteur pharmaceutique. L'Europe et les puissances moyennes qui la composent peuvent multiplier les partenariats avec les pays, très majoritaires, qui ne veulent pas être piégés par la rivalité sino-américaine.

La logique impérialiste de Trump est-elle uniquement guidée par la guerre indirecte menée contre la Chine ?

On peut avoir cette lecture. Ce n'est pas la mienne. Je pense que Donald Trump a ouvert un nouveau cycle stratégique, celui de la lutte contre l'ennemi intérieur. On le voit dans ses décisions de déployer la garde nationale, de développer la police migratoire ICE. Le premier document qu'il publie en mars 2025, l'Annual Threat Assessment, érigé ainsi en priorité numéro un la lutte contre le narcotrafic, qui est placé sur le même plan que le terrorisme.



© S. MESSONNIER/REUTERS

Thomas Gomart

Directeur de l'Institut français des relations internationales

Dans votre ouvrage, vous dites d'ailleurs que dans trente ans la rivalité ne sera pas entre la Chine et les États-Unis mais entre la Chine et l'Inde...

Nous sommes très focalisés sur le transatlantique. Or la relation sino-indienne structure aussi la mondialisation. À eux seuls, ces deux pays représentent 3 milliards d'individus. Ils sont la première et la troisième économie mondiale. La Chine vieillit au moment où l'Inde émerge. Au-delà de ce constat, il y a cette rivalité stratégique qui se joue entre eux à la fois à très haute altitude, dans l'Himalaya, et en haute mer.

Une autre opposition qui figure dans votre livre est celle entre le Vatican et la Silicon Valley. Pourquoi ce choix surprenant ?

C'est surprenant pour ceux qui se sont détournés des enjeux théologico-politiques. Or, avec Donald Trump et J.D. Vance, catholique converti, se rejoue la dialectique historique du pape et de l'empereur, du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. J.D. Vance doit sa conversion à sa rencontre avec Peter Thiel, entrepreneur de la tech à très grand succès (PayPal et Palantir entre autres), qui se présente désormais comme un penseur théologico-politique. D'un côté, il y a donc la sédimentation historique de la papauté avec Léon XIV, américain, qui est le 267^e successeur de saint Pierre. Et, de l'autre, la Silicon Valley, écosystème unique où s'insinuerait notre futur.

Ce même Peter Thiel a été reçu cette semaine par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barot, et a donné une conférence à l'Académie des sciences morales et politiques. Est-ce choquant ?

J'ai assisté à cette conférence. Sur le fond, son exposé a repris les éléments exposés dans son livre et dans des interventions antérieures. Sur la forme, la Silicon Valley sécrète des intellectuels-oligarques à forte prétention philosophique. Peter Thiel en fait partie. Il rend ses oracles.

Mais sa pensée néoréactionnaire, son transhumanisme, la référence permanente à l'Antéchrist ne posent pas question ?

C'est moins sa pensée que sa posture qui importe. Son discours multiplie les références historiques, esthétiques, scientifiques et philosophiques pour contester la viabilité de la démocratie dans ses formes actuelles. Sa posture est celle d'une personnalité ayant construit sa fortune et son influence planétaire par sa compréhension des technologies de l'information et de la communication. Né en Allemagne, il a vécu en Afrique du Sud avant d'étudier la philosophie politique à Stanford. Dans mon livre, j'explique l'importance de comprendre les références utilisées par des individus particulièrement influents comme lui ou Vladimir Poutine et Benjamin Netanyahu, par exemple. Pour comprendre les relations internationales, il faut aussi analyser certaines psychologies individuelles.

Lui comme les barons de la tech défendent des concepts en contradiction totale avec le populisme de Donald Trump. Pourquoi le soutiennent-ils ?

À la différence des autres, Peter Thiel le soutient depuis 2016. Ils le soutiennent en partie pour des raisons idéologiques, mais surtout parce qu'ils considèrent que le capitalisme global ne peut fonctionner sans la primauté des États-Unis, qui s'exerce par une combinaison unique de moyens militaires, financiers et technologiques. ■

PROPOS REÇUEILLIS PAR ANTOINE MALO